

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ALIAREC ENVIRONNEMENT

Z.I. de Coupat
1765 Avenue Georges Guignard
47550 Boé

Références : CD/Ubd24-47/2026/054
Code AIOT : 0005207396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SAS ALIAREC ENVIRONNEMENT implanté Z.I. de Coupat 1765 Avenue Georges Guignard 47550 Boé. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ALIAREC ENVIRONNEMENT
- Z.I. de Coupat 1765 Avenue Georges Guignard 47550 Boé

- Code AIOT : 0005207396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Aliarec exerce une activité de collecte, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) ainsi qu'une activité de transit, regroupement ou tri de métaux et déchets de métaux non dangereux et de traitement de déchet non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement a une activité de tri, transit, regroupement de déchets de métaux et Véhicules

Hors d'Usages. Seuls des produits chimiques inflammables ou dangereux pour l'environnement ont été répertoriés. L'exploitant a présenté les quantités de chaque produit stocké. Les modalités d'entreposage ont été vérifiées sans appeler de notre part de remarques particulières. Deux observations ont toutefois été émises : la première concerne l'affichage de consignes reprenant les préconisations principales des fiches de données de sécurité sur le lieu de stockage, la seconde concernant le respect des plages de température de stockage préconisées par les fiches de données de sécurité, notamment en cas de canicule.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Présentation par l'exploitant des Fiches de Données de Sécurité (FDS) de l'ensemble des produits susceptibles d'être présents sur le site. FDS actualisées et regroupées dans le cadre de la préparation de cette inspection. Les FDS ne sont toutefois pas affichées à proximité des zones de stockage. Selon l'exploitant l'ensemble des produits chimiques achetés sont stockés dans le local 2 de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en œuvre un affichage reprenant les précautions de stockage sur rétention de l'ensemble des produits susceptibles d'être entreposés dans le local 2
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée :
<p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures</p>

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<p>Constats :</p> <p>Eu égard à l'activité du site, les produits chimiques entreposés sont de la graisse, de l'huile minérale, des produits nettoyant, et du lubrifiant. Deux fiches de données sécurité ont été particulièrement vérifiées (produits inflammables):</p> <ul style="list-style-type: none"> - huile super Transhyfd 500 - ambro Sol nettoyant pour freins <p>Les conditions de stockage, les cas d'incompatibilité, les mesures à prendre en cas de déversement ont été vérifiées sur place.</p> <p>Organisation : stockage des produits au sein du local 2 du site. Produits présents pour l'essentiel dans des bidons de 200l ou GRV d'1 m3.</p> <p>Vu les Kits de produits pour traiter tout déversement incidentel de produit (caisse avec pelle et absorbant).</p> <p>Les fiches de données de sécurité des deux produits affiche des recommandations relatives aux températures de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie si la température haute fixée par les FDS en cas de forte chaleur est atteinte et met dans ce cas en œuvre les mesures nécessaires pour maintenir la température dans la fourchette fixée par les FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est

inférieure à 800 litres.
Constats : Produits présents pour l'essentiel dans des bidons de 200l. Produits stockés sur des bacs de rétention de 220 l. Impossibilité physique de placer plus de 2 bidons par une bague de rétention sauf à remplacer un troisième au-dessus des deux premiers. Le jour de la visite il est constaté le respect des capacités de stockage vis-à-vis des capacités de rétention associée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les produits chimiques utilisés par l'exploitant au sein de son établissement ne présentent pas d'incompatibilité entre eux. En effet il n'a pas été constaté d'acides ou de bases fortes entreposés ni de produits comburants en plus des produits classés inflammables bien présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un plan où sont répertoriées les différentes zones de stockage dont le stockage des produits chimiques dangereux (hall 2) ainsi que les quantités de stockage associées à chaque produit stocké.
Type de suites proposées : Sans suite